Retour du Chiapas dans l'actualité

Après plusieurs années de mutisme médiatique, l'Armée de Libération Nationale Zapatiste (EZLN) a pris l'initiative d'une série de rencontres avec les mouvements, partis, associations et syndicats de la gauche mexicaine en vue de créer un front uni de la gauche. *Rouge & Vert* aura l'occasion de revenir bientôt sur les résultats des premières rencontres. Nous publions ici un texte signé par le Sous-commandant Marcos. Il montre une des multiple facette qui fait de cette organisation un mouvement toujours atypique et intéressant : la capacité de demander pardon. ■

R&V

Le mercredi 7 septembre 2005 le journal mexicain « La Jornada » publiait un article de Rosa Rojas mettant en cause l'EZLN sous le titre : *« L'EZLN a expulsé des groupes féministes de ses zones d'influence ».*

« Suite à la Sexta Declaración de la Selva Lacandona, au cours d'une des réunions pour mettre en marche la otra campaña, des membres du groupe des femmes de San Cristóbal, appartenant au Colectivo Feminista Mercedes Olivera AC, del Centro de Derechos de la Mujer de Chiapas AC y del Feminario, ont déclaré: «Nous n'avons jamais compris pourquoi, sans la moindre explication, on demanda à quelques organisations non gouvernementales (ONG) de sortir des communautés et régions zapatistes où nous intervenions, même quand les projets mis en œuvre étaient discutés avec les communautés et administrés avec transparence. Nous savons comme vous, que les problèmes de « genre » sont universels. Nous n'avons jamais pensé qu'appartenir à l'organisation pouvait les faire disparaître automatiquement, mais nous pensons aussi qu'on peut les combattre. Atteindre le respect et l'égalité entre hommes et femmes, récupérer la possibilité d'être maîtresses de nos corps, d'exercer une sexualité libre et responsable, de revaloriser nos identités, sera un long chemin surtout quand les inégalités se cachent sous les traditions. Que pouvions-nous faire quand les femmes violées ou maltraitées avaient recours à nos services ? Que faire pour prévenir ces problèmes ? Plusieurs fois nous avons demandé à votre organisation un lieu pour parler de ces problèmes et d'autres, comme l'achat de femmes ou le vol de leurs terres en zones zapatistes, mais nous n'avons jamais eu de réponse. Au contraire, parfois on frappa ou menaça de prison celles qui cherchaient nos services.[...]»

Que pouvaient répondre les Zapatistes ? Le jour même, dans un communiqué Marcos déclara :

« Nous étions en train d'écrire cette lettre quand nous avons lu la note parue dans La Jornada du 7 septembre 2005 signée par Rosa Rojas, note qui rend compte de la critique qui, librement et sans censure, a été faite publiquement, à la réunion des ONG des 27 et 28 août. Voici la déclaration que nous voudrions faire à ce sujet :

En effet, avec vous (et pas seulement avec vous), notre structure politico-militaire a commis, au cours des années passées une série d'actes arbitraires et injustes. De tels actes se sont produits même au-delà de la zone où vous travaillez, en fait on peut même dire dans toutes les zones. Sur ce point, nous vous présentons (à vous et à toutes celles que subirent nos dommages) publiquement nos excuses en espérant que votre noblesse puisse les accepter. Cependant, nous considérons que dans ce type d'erreurs (et d'autres) que nous avons commises au cours de notre histoire comme organisation, il ne suffit pas de présenter des excuses (et ne suffisent pas les sanctions prises alors envers les responsables de ces actes d'autoritarismes). C'est pour cela qu'à partir de 2001 nous avons commencé un processus de restructuration interne en vue d'enlever à l'appareil politico-militaire, de façon tendancielle et irréversible, les questions touchant aux structures civiles propres aux communautés indigènes. Nous avons reconnu ainsi que la présence de nos chefs politico-militaires n'était pas toujours bénéfique au développement de la résistance et que, assez souvent, nous avions à résoudre, à partir de critères militaires, des questions qui avaient plutôt besoin de critères politiques. Pour cette raison (et d'autres) furent créées les Caracoles et les Juntes de Bon Gouvernement. A présent les camarades hommes et femmes, formant les autorités civiles, prennent leurs décisions sans dépendre des autorités militaires et sans les consulter. Tous les travaux dans les communautés, y compris le plus louable quant à la promotion des droits des femmes, sont réalisés à présent, et depuis quelques années, directement par les Juntes du Bon Gouvernement et les autorités des communautés. Nous ne nous y impliquons en rien. Vous (et d'autres comme vous) ne verront plus en nous un obstacle à leur intervention, vous aurez seulement à gagner l'approbation et l'agrément des peuples. Si nous vous avions demandé une réunion bilatérale c'était pour parler de cette question et d'autres qui à présent ne sont plus nécessaires. Nous comprenons que, par votre intervention publique et à présent par la note journalistique, vous demandez une explication et des excuses publiques et nous les présentons ici. Nous espérons sincèrement, que l'erreur que nous avons commise, et que nous reconnaissons publiquement, ne vous a pas arrêtée dans votre travail de promotion et de défense des droits des femmes indigènes et non-indigènes et que vous trouvez en vos cœurs la bonté pour pardonner à nos bourdes passées (en répétant que nous nous engageons à ne pas retomber dans les mêmes travers). Santé et noblesse.
El Sub.» ■

JP.DAMAGGIO